



Établissement public du musée national Picasso - Paris
20 rue de la Perle
75003 PARIS

PRESTATIONS DE CAPTATION ET DE MONTAGE AUDIOVISUEL POUR LA PROGRAMMATION ET REGIE TECHNIQUE DU MUSEE NATIONAL PICASSO- PARIS

ACCORD-CADRE N°2024-MNPP-1086-AC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DE L’ACCORD CADRE	3
1.1 Objet de l’accord-cadre.....	3
1.2 Nature de l’accord-cadre.....	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	5
3.1 Obligations générales	5
3.2 Objectifs opérationnels.....	6
3.3 Confidentialité et protection des données personnelles	6
3.3.1 Confidentialité	7
3.4 Remise de documents.....	9
3.5 Opérations de vérification et constats.....	9

ARTICLE 4 – DELAIS D’EXECUTION	10
ARTICLE 5 – DEMANDE DE DEVIS ET EMISSION DES BONS DE COMMANDE	10
5.1 Emission des bons de commandes	10
5.2 Pour les prestations hors BPU	11
ARTICLE 6 - PRIX DES PRESTATIONS ET ETABLISSEMENT DES PRIX	11
6.1 Nature des prix	11
6.2 Contenu des prix	11
ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	13
7.1 Avance	13
7.2 Modalités de règlement des prestations	13
7.3 Facturation	13
7.4 Délai de paiement et intérêts moratoires	14
7.5 Modalités de paiement en cas de désaccord	15
ARTICLE 8 - PENALITES	15
8.1 Pénalités pour retard dans la livraison des prestations	15
8.2 Pénalités pour non production de l’attestation d’assurance	15
8.3 Pénalités pour non restitution des supports ayant servi à la réalisation de la prestation	15
8.4 Pénalités pour non production des attestations fiscales et sociales	15
ARTICLE 9 - ASSURANCE	15
9.1 Assurance de responsabilités civiles et professionnelles	15
9.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants	16
ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 11 – CESSION DES DROITS	17
11.1 Détail des droits patrimoniaux cédés	17
11.1.1 Droit de reproduction	17
11.1.2 Droit de représentation	18
11.1.3 Droit de modification et d’adaptation	18
11.2 Types d’exploitations prévues	19
11.3 Territoire et durée de la cession	20
11.4 Garanties	20
11.5 Effets vis à vis des tiers	21
11.6 Créations réalisées par l’Etablissement public du Musée Picasso Paris et confiées au titulaire	21
11.7 Restitution des supports ayant servi à réaliser la prestation	21
ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DEFAILLANT	21
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE	22

ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE	23
ARTICLE 15 - ASSURANCES	25
15.1 Assurance de responsabilités civiles et professionnelles	25
15.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants	25
ARTICLE 16 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	25
16.1 Résiliation pour un motif d’intérêt général	26
16.2 Résiliation pour faute du titulaire	26
16.3 Résiliation pour non-respect des dispositions de l’article 12 du CCAP	26
16.4 Résiliation pour non-remise des documents demandés	26
16.5 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	26
16.6 Résiliation pour défaut de protection des données personnelles	27
ARTICLE 17 – MODIFICATIONS CONTRACTUELLES	27
17.1 Modifications des clauses contractuelles	27
17.2 Modification du statut du titulaire	27
17.3 Transfert de l’accord-cadre	27
17.4 Règles d’ajustement de l’accord-cadre	28
17.5 Dégradation des prestations	28
17.6 Défaillance du titulaire	28
ARTICLE 18 – RÈGLEMENT DES LITIGES	28
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-PI	28

ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DE L’ACCORD CADRE

1.1 Objet de l’accord-cadre

Le présent accord-cadre vise à fixer les termes contractuels généraux entre l'Etablissement public du musée national Picasso – Paris (ci-après dénommé « le Musée Picasso », « le musée », « la personne publique » ou le « pouvoir adjudicateur ») et le prestataire retenu.

Il a pour objet :

- des prestations de captation et de montage audiovisuel dans le cadre du suivi de la production événementielle du musée ;
- des prestations de régie de l'auditorium du musée. Dans ce cadre le titulaire est amené à travailler avec les équipes du musée afin d'assurer la régie technique des événements si déroulant (gestion du matériel sur place et location éventuelle de matériel supplémentaire).

Le titulaire assure, dans les conditions définies au sein du présent document et sous le contrôle du musée, l'ensemble des prestations annexes liées au contenu créé dans le cadre du présent marché (tournage, transcription, post-production, gestion du son et diffusion des supports liés à la régie technique de l'auditorium ou autres espaces).

1.2 Nature de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé par voie de procédure adaptée, prévue par les articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la commande publique.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande soumis aux dispositions des articles R2162-5, R2162-6, R2152-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 120 000 € HT pour toute sa durée, reconductions comprises.

Il est traité à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées et dont le libellé est détaillé dans le bordereau des prix unitaires (BPU) joint en annexe 1 à l'acte d'engagement (AE).

Les bons de commande sont établis selon les modalités fixées à l'article 5.1 du présent CCAP.

1.3 Allotissement

Conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre ne sera pas alloti. Cet accord-cadre est un marché global, aucune prestation distincte ne peut être identifiée. Les prestations distinctes s'entendent comme des prestations de natures différentes et répondant à des besoins dissociables. Ce n'est pas le cas dans le présent accord cadre.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, par ordre de priorité décroissante, les pièces constitutives du présent accord cadre sont les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- annexe 2 : la déclaration de sous-traitant (formulaire DC4) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes complémentifs, notamment leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- les bons de commande de la personne publique ;
- le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

3.1 Obligations générales

Le titulaire du présent accord-cadre a une obligation de résultats auprès du pouvoir adjudicateur et de mise en œuvre de moyens adaptés.

De fait, les objectifs généraux, en matière de résultats, consistent à assurer :

- la qualité globale des services pour garantir la satisfaction des services musée ;
- le respect des exigences stipulées au présent accord-cadre.

Les obligations des parties sont exécutées de bonne foi suivant les dispositions techniques, commerciales, financières, juridiques ou autres précisées dans le présent accord-cadre.

Il appartient au titulaire de compléter si nécessaire les moyens définis dans son projet d'organisation pour répondre à ses obligations de résultats au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage donc :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes ;
- à se conformer aux moyens qu'il aura prévus conformément à son cadre de mémoire technique ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et par les responsables du musée concernés ;
- à respecter une obligation de conseil ;
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires prévues ;
- à se conformer aux contraintes techniques et de sécurité concernant l'utilisation des moyens de l'établissement public ;
- à respecter si besoin les contraintes d'accès aux salles, et les contraintes particulières du site en termes de sécurité et sûreté.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le pouvoir adjudicateur durant l'accord-cadre, de l'avertir de toute difficulté qu'il peut

percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits, sans prétendre à un supplément de prix.

Par ailleurs, le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants en toutes circonstances et pour quelque que cause que ce soit. Il s'engage à respecter les dispositions du Code du travail.

De même, les dégâts et dommages de toute natures occasionnés lors de l'exécution des prestations seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale et à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer le déroulement de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires peuvent être déclenchées.

3.2 Objectifs opérationnels

Le titulaire reconnaît en outre avoir pris connaissance des besoins de l'établissement décrits dans les cahiers des clauses techniques et administratives particulières. Il ne peut arguer de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur ces besoins pour se soustraire à son engagement.

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, logistiques, humains, matériels et logiciels à mettre en œuvre pour exécuter les prestations confiées et atteindre les objectifs de résultats.

3.3 Confidentialité et protection des données personnelles

Le musée Picasso se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations du présent article par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC, le musée Picasso peut prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions ci-dessous.

3.3.1 Confidentialité

Il est dérogé à l'art. 5.1 du CCAG-TIC comme suit :

3.3.1.1 Confidentialité des échanges dans le cadre du présent accord-cadre

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Les titulaires se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté du musée Picasso.

Le titulaire peut toutefois communiquer lesdites informations à leurs fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les titulaires s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

3.3.1.2 Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis, le cas échéant, par le musée Picasso au titre du présent accord-cadre et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété du musée Picasso.

Par dérogation à l'article 5 du CCAG-TIC, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires peuvent être déclenchées.

3.3.2 Protection des données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC, la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés sont applicables.

3.3.2.1 Description du traitement des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Musée Picasso est responsable de traitement et le titulaire de l'accord-cadre est sous-traitant au sens du RGPD. Le sous-traitant est tenu d'assurer la sécurité des données personnelles qui lui ont été confiées. A la fin des prestations

et sauf disposition légale contraire, suivant les instructions de l'acheteur, le sous-traitant est tenu de supprimer ou de renvoyer toutes les données traitées et d'en détruire les copies existantes.

3.3.2.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- ne pas utiliser les données et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas divulguer ces données ou informations à des tiers, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- et en fin d'accord-cadre à :
 - o procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;

ou à :

- o restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent accord-cadre.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3.3.2.2.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le musée dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le musée n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

3.3.2.2.2 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide le musée à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au pouvoir adjudicateur.

3.3.2.2.3 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie de courriel.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre de personnes concernées par la violation, le vol ou l'enregistrement de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation, le vol ou l'enregistrement de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à l'atteinte faite aux données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

3.3.2.2.4 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

3.4 Remise de documents

Le titulaire doit remettre au musée Picasso l'ensemble des documents demandés dans le cahier des clauses techniques et administratives particulières, et, plus généralement, tout document susceptible d'être nécessaire au suivi de la bonne exécution des prestations. A défaut, il s'expose à l'application de pénalités de retard prévues à l'article 8.1 du présent CCAP.

3.5 Opérations de vérification et constats

Le titulaire s'engage à une pleine implication et participation pour la réalisation des enjeux et objectifs précités. La mesure de la performance fait l'objet de mesures régulières dans le cadre d'un dispositif de contrôle des performances réalisé par le titulaire, notamment dans le cadre d'autocontrôles, et par le Musée Picasso, notamment dans le cadre d'audits et de contrôles contradictoires.

Le musée Picasso se réserve à tout moment la faculté de contrôler, par ses propres moyens, les conditions de mise en œuvre des prestations.

Le titulaire s'engage par ailleurs à signaler sans délai au musée tout obstacle ou élément bloquant le bon déroulement des prestations.

Tout constat d'anomalie doit faire l'objet d'un constat contradictoire signé par les deux parties, permettant d'établir les circonstances et les responsabilités dudit dommage.

ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION

Les délais de livraison seront indiqués dans chaque bon de commande émis conformément aux modalités définies à l'article 5.1 du présent document.

En cas de non-respect de la date de livraison, le titulaire encourt les pénalités fixées à l'article 8.1 du présent CCPC.

ARTICLE 5 – DEMANDE DE DEVIS ET EMISSION DES BONS DE COMMANDE

5.1 Emission des bons de commandes

Au titre du présent accord-cadre, les bons de commande comprennent toute commande effectuée pour les prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières. Ces prestations sont rémunérées par l'application de prix unitaires, figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU) joint en annexe 1 à l'acte d'engagement, aux quantités réellement exécutées.

L'émission d'un bon de commande doit être précédée par une demande de devis, devis qui doit, le cas échéant, faire l'objet d'une validation expresse par le pouvoir adjudicateur. Cette demande de devis ainsi que ce devis doivent faire apparaître les lignes du BPU correspondantes.

Le cas échéant, le titulaire établit ses devis sur la base du BPU dans un délai de cinq (5) jours ouvrés en fonction des prescriptions fixées par le musée Picasso. Il doit comporter les renseignements suivants :

- la référence du présent accord-cadre et du lot concerné ;
- la désignation des prestations ;
- les lignes du BPU concernées ;
- le n° de devis du titulaire (le cas échéant) ;
- le n° du bon de commande ;
- le lieu et la date de livraison des prestations le cas échéant ;
- la désignation et l'adresse du service destinataire du bon de commande ;
- le prix unitaire et les quantités ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

Tous les délais exprimés en « jours » sont des jours calendaires.

Le bon de commande est le document écrit adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre ; il précise les prestations décrites dans les documents contractuels dont l'exécution est demandée.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les faire

connaître au pouvoir adjudicateur dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

5.2 Pour les prestations hors BPU

Lorsqu'une prestation n'est pas prévue par le BPU, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire.

S'il décide de passer commande auprès du titulaire de l'accord-cadre, cette commande doit être obligatoirement précédée par une demande de devis par voie de courriel, devis qui doit ensuite faire l'objet d'une validation expresse par le pouvoir adjudicateur. Cette commande peut être exceptionnelle ou intégrée au BPU, par voie d'avenant. Ces prix nouveaux sont limités à 30 % du montant total hors taxes des postes du BPU d'origine, afin de ne pas remettre en cause les conditions initiales de la mise en concurrence.

ARTICLE 6 - PRIX DES PRESTATIONS ET ETABLISSEMENT DES PRIX

6.1 Nature des prix

L'unité monétaire du présent accord-cadre est l'Euro. Les prix sont fermes la première année puis révisables selon les modalités définies à l'article 6.3 du présent CCP.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre est le mois zéro dit « M0 » fixé à l'acte d'engagement. Les prix unitaires de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

6.2 Contenu des prix

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre l'ensemble des dépenses résultant de l'exécution et de maîtrise de la qualité des prestations, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférant aux déplacements dans les différents sites du musée Picasso en cas de nécessité absolue, mais aussi :

- les moyens en personnel ;
- les déplacements, y compris tous moyens de transport ;
- la participation aux réunions de toute nature relative à l'exécution du présent accord-cadre ;
- l'organisation, à l'instigation du titulaire, de toute réunion que le titulaire jugerait nécessaire pour l'accomplissement de sa mission ;
- les moyens en matériel ;
- les frais d'assurance ;
- le secrétariat et les frais de constitution de dossiers ;
- les frais de reproduction et de diffusion des documents, le cas échéant ;
- les supports et moyens de mise à disposition des fichiers ;
- les ajustements et correctifs ;
- la cession des droits relatifs aux créations et à leur utilisation, telle que prévue à l'article 11 du présent CCAP.

Le musée Picasso ne prend pas en charge aucun des frais liés au fonctionnement de la structure (notamment les frais généraux, assurances, impôts, frais de déplacement, téléphone, coursiers, etc.).

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations ; ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

Au titre du présent accord-cadre, les bons de commande comprennent toute commande effectuée pour les prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières commun.

Les prestations relatives à la part à commandes sont rémunérées par l'application de prix unitaires, figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU) joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement, aux quantités réellement exécutées.

6.3 Révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Les prix figurant dans les BPU pourront faire l'objet d'une révision de prix à la date anniversaire du marché. Le cas échéant, le titulaire du marché devra proposer une nouvelle grille tarifaire prenant la forme d'un nouveau BPU comportant les prix unitaires révisés applicables. Après accord express du pouvoir adjudicateur, ce nouveau BPU remplacera le précédent et deviendra applicable pour la période concernée.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier les tarifs révisés au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois connu au moment de l'offre soit, celles du mois de juin 2024 ce mois est appelé mois zéro (Mo).

La révision des prix s'effectue par application aux prix du marché (P) d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$P = P_0 (0,125 + 0,875 S/S_0)$$

Au dénominateur, figurent les valeurs des indices précités afférents au mois d'établissement des prix (indices du mois M0), soit l'indice du mois de juin de l'année 2024.

Au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices, afférents au mois M0 + 12 mois.

Indices retenus :

P : prix révisé.

P₀ : prix indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo).

S₀ : Indice de production dans les services – Information et communication (NAF rév.2, niv. Section poste J) série mensuelle CVS-CJO – France – Base 100 en 2021 – Identifiant 010769053

S : Indice de production dans les services – Information et communication – connu au mois de zéro (Mo) + 12 mois. (NAF rév.2, niv. Section poste J) série mensuelle CVS-CJO – France – Base 100 en 2021 – Identifiant 010769053

Il est publié sur le site de l'Insee à l'adresse suivante : [Indice de production dans les services - Information et communication \(NAF rév. 2, niv. section poste J\) | Insee](#)

ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

7.1 Avance

Le titulaire mentionnera expressément à l'article 7 de l'acte d'engagement s'il entend bénéficier de l'avance prévue à l'article R2191-3 du code de la commande publique avec un taux fixé à 5% - ou à 10% si le titulaire répond à la définition des petites et moyennes entreprises.

Le versement de l'avance se déclenchera sur demande du titulaire, effectuée par courriel et accompagnée d'un état liquidatif.

Une avance est accordée au(x) sous-traitant(s) dans les conditions fixées par l'article R2191-6 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au titulaire telles que décrites ci-dessus.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une part de l'accord-cadre postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à un paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant renonce à percevoir l'avance.

Le remboursement de l'avance tant par le titulaire que par ses éventuels sous-traitants s'effectuera conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

7.2 Modalités de règlement des prestations

Les prestations font l'objet d'une émission de bon de commande préalable. Le titulaire s'oblige à déduire du montant de sa facturation, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP qui lui sont notifiées par le Musée Picasso.

7.3 Facturation

Les prestations réalisées sont rémunérées après service fait sur présentation de la facture correspondant au bon de commande dans les conditions listées ci-après.

Le titulaire, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures - libellés à :

**Etablissement public du musée national Picasso-Paris,
Département des affaires financières,
20, rue de la Perle,
75003 PARIS.**

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-3 du code de la commande publique ainsi qu'au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatifs à la facturation électronique.

Pour pouvoir utiliser ce mode de transmission dématérialisé, les informations suivantes sont requises :

- n° de SIRET du Musée national Picasso-Paris : 13001217200016 ;
- n°EJ pour le Musée national Picasso-Paris : 2024-MNPP-1086-AC.

Par exception, si l'émetteur de la facture ne relève pas de l'une des catégories visées par les dispositions précédemment citées, la facture est transmise par courrier électronique à l'adresse suivante : daf@museepicassoparis.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre indiqué sur la page de garde du présent document ;
- le numéro de l'engagement juridique correspondant (numéro du bon de commande) ;
- la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- la désignation et les quantités des services exécutés et livrés avec les délais d'exécution ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés et des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant HT et TTC des services exécutés, éventuellement actualisé ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Au titre de la part à commande, chaque bon de commande doit faire l'objet d'une facturation à part entière. Aucun groupement de différents bons de commande ne peut être réalisé en facturation unique.

7.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'établissement public.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, au compte ouvert au nom du Titulaire et à la banque désignés à l'acte d'engagement ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire. La modification des coordonnées bancaires du titulaire ne donne pas lieu à la passation d'un avenant.

Le règlement se fait par virement bancaire.

7.5 Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et le musée Picasso, le paiement est effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par le musée Picasso, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'article 9 du présent CCP.

ARTICLE 8 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités suivantes s'appliquent dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables. Elles peuvent être déduites, par le Musée, du montant TTC des factures présentées par le titulaire. Les événements ou incidents générant les pénalités énumérées au présent article sont imputables au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

8.1 Pénalités pour retard dans la livraison des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, des pénalités seront dues pour tout dépassement du délai de rendu des projets tels qu'ils seront définis par le pouvoir adjudicateur dans les prestations objet des bons de commande.

Le montant des pénalités est fixé à cent (100) euros hors taxe par jour calendaire de retard.

8.2 Pénalités pour non-production de l'attestation d'assurance

En cas de non-production de l'attestation d'assurance prévue à l'article 9 du présent CCAP, une retenue provisoire de 100 (cent) euros par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par le musée Picasso.

8.3 Pénalités pour non-restitution des supports ayant servi à la réalisation de la prestation

En cas de non-restitution des supports ayant servi à la réalisation de la prestation dans le délai de quatre jours ouvrés suivant la demande, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à cent (100) euros HT.

8.4 Pénalités pour non-production des attestations fiscales et sociales

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales tous les six mois prévues à l'article 14 du présent CCAP, une pénalité de cent (100) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

Le montant total de ces pénalités ne pourra en tout état de cause dépasser 10% du montant total de l'accord-cadre et ce, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

ARTICLE 9 - ASSURANCE

9.1 Assurance de responsabilités civiles et professionnelles

Dès le dépôt de son offre, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il dispose de toutes les assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres ou de ces préposés, à l'occasion de l'occupation des locaux ou de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ces préposés. Il est notamment titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Ces attestations mentionnent que les polices s'appliquent sans restriction pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire a l'obligation de fournir tous les six mois les attestations d'assurances précisant la nature, la durée, le montant garanti et les éventuelles franchises. Il doit prévenir le Musée Picasso de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un (1) mois avant prise en compte par l'assureur.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises au Musée Picasso qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur. Le titulaire transmet au musée Picasso une nouvelle attestation d'assurance conforme aux dispositions ci-dessus dès expiration de la précédente.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et renonce à tout recours contre l'établissement public.

Il certifie que ses assureurs Responsabilité Civile renoncent à tout recours contre l'État, le Musée Picasso et ses assureurs.

9.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (légalisation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant a occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous condition de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le titulaire de sa responsabilité vis à vis de l'exécution des prestations.

S'il s'avère, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, que le titulaire ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraîné une défaillance dans l'exécution de la mission, le titulaire est tenu soit de sa propre initiative soit sur simple demande motivée de la personne publique, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires. Ceux-ci seront soumis à l'agrément de la personne publique en vue de l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance. Leur intervention ne peut avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

Si le titulaire n'a pas satisfait aux demandes d'adjonction de compétences, la personne publique peut décider, quinze jours après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du titulaire, de désigner lui-même un prestataire chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause.

Le titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépense qui en résultent sont à la charge du titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de la personne publique et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. La personne publique peut s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – CESSION DES DROITS

Les dispositions qui suivent viennent en complément des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à céder ses droits concernant l'œuvre ou les œuvres objet des bons de commande dans les conditions définies ci-après. Cet engagement sera réitéré dans chaque bon de commande, le cas échéant en élargissant cette cession, en précisant le détail des prestations auxquelles s'appliquera cette cession de droits. Cette cession s'appliquera dans les conditions prévues ci-dessous.

En contrepartie du paiement du prix sur la base du bordereau des prix unitaires ou de la commande à chiffrer, le titulaire cède expressément à titre exclusif les droits d'exploitation portant sur les prestations réalisées dans le cadre de chaque bon de commande. Les droits d'exploitation comprennent le droit de représentation, le droit de reproduction, le droit d'adaptation, de modification, d'arrangement, ainsi que la traduction des œuvres résultant des prestations.

Les créations techniques et artistiques conçues et réalisées dans le cadre du présent accord-cadre sont notamment les films, enregistrements sous formats numériques et des éléments graphiques pour la réalisation des films, ou toute autre réalisation concrète, ainsi que tous concepts développés dans le bon de commande.

11.1 Détail des droits patrimoniaux cédés

11.1.1 Droit de reproduction

Le droit de reproduction s'entend, conformément à l'article L122-3 du Code de la propriété intellectuelle, comme le droit de fixation matérielle des résultats par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer au public, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en couleur et/ou noir et blanc, en l'état ou modifié :

- par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports ;
- le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira à l'établissement public ou à ses ayants droit, autant d'exemplaires, doubles ou copies, en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

11.1.2 Droit de représentation

Le droit de représentation s'entend, conformément à l'article L.122-2 du Code de la propriété intellectuelle comme :

- le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en couleur et/ou en noir et blanc, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement. Ce droit de représentation vaut pour toute manifestation ou communication à caractère public ou privé, à caractère commercial ou non commercial et à caractère durable ou temporaire ;
- le droit d'éditer ou de faire éditer, de commercialiser ou de faire commercialiser les résultats et/ou de les mettre ou faire mettre en circulation par tout circuit.

Ce droit de représentation s'entend en tout lieu et pour tout public payant ou non, ainsi que pour tout procédé existant ou encore inconnu de télédiffusion, et par tout procédé existant ou encore inconnu faisant usage de réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications actuel ou futur notamment en vue de l'exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne tel qu'Internet, Intranet, Extranet, tous réseaux téléphoniques par câble, fixe ou mobile (notamment WAP, IMOD, internet mobile, etc), et/ou flux de syndication de contenus (tel que le RSS, RSS2, ATOM, etc) ou tout autre procédé analogue existant ou à venir.

11.1.3 Droit de modification et d'adaptation

Le droit de modification, le droit d'adaptation et le droit de traduction s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, comme : le droit d'exécuter ou de faire exécuter toutes modifications, corrections, traductions, arrangements, incorporation à tout autre élément et déclinaisons nécessaires à l'exploitation des résultats, en tout ou partie.

Ce droit inclut notamment :

- le droit de modifier la taille, la forme, l'aspect, la ou les couleurs et/ou les éléments typographiques des résultats ;
- le droit de remplacer la ou les polices de caractères utilisées au sein des résultats par d'autres polices de son choix ;

- le droit de modifier les fichiers en fonction des supports sur lesquels ils seront reproduits.

Dans tous les cas, les résultats modifiés, traduits, adaptés, transformés ou arrangés pourront être reproduits ou représentés dans les conditions définies aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

Pour l'exercice de ce droit, le titulaire doit remettre tous les éléments nécessaires à l'adaptation des documents originaux (fichiers sources ou natifs, valise de police, images retouchées, etc.) dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception des prestations par le Musée Picasso.

11.2 Types d'exploitations prévues

Les droits patrimoniaux cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte, à titre commercial ou non commercial, pour des exploitations destinées à la promotion et/ou à la communication du musée.

L'établissement public du Musée Picasso Paris, ses partenaires et ses délégataires liés par une convention de délégation de service public pourront faire autant d'exploitations successives des œuvres qu'il leur conviendra dans le cadre des actions de communication et/ou d'information liées à la promotion de l'établissement public lui-même et de ses différentes activités et notamment la promotion de tout ou partie de la programmation de l'établissement public du Musée Picasso Paris (qu'il s'agisse des expositions, des spectacles vivants, de programmes audiovisuels ou de manifestations ponctuelles telles que conférences) ainsi que des services divers (visites, services entreprises, locations d'espaces...), produits, organisés, présentés et/ou proposés par l'établissement public du Musée Picasso Paris ou ses éventuels délégataires.

Les exploitations commerciales et non-commerciales prévues sont notamment :

- exploitation dans le cadre de toute action de communication, information, promotion et/ou publicité
- exploitation, à titre commercial ou non, au sein de tous produits d'édition et dérivés de l'édition, y compris numérique, et notamment : imagerie, carterie, publication presse, revues, magazines, ouvrages de librairie, catalogues, ebook, EPUB, etc. (liste illustrative et non limitative) ;
- exploitation, à titre commercial ou non, au sein de tous produits audiovisuels ou cinématographiques ;
- exploitation, à titre commercial ou non, au sein de tous produits multimédias tels que applications Web, mobiles, tablettes, cartes postales électroniques, fonds d'écran, économiseurs d'écran, tous site Web ou mobile etc. (liste illustrative et non limitative) ;
- éditions de la presse, rédactionnelle ou publicitaire ;
- régie publicitaire des salles de cinéma ;
- diffusion éditorialisée sur le site internet du Musée Picasso Paris et réseaux sociaux ;
- programmation scientifique et culturelle dans les locaux du Musée Picasso Paris et ceux d'institutions partenaires dans le cadre d'un événement conjoint ;
- opérations de mécénat ou de parrainage et autres partenariats.
- et, plus généralement, exploitation et/ou commercialisation, directe ou indirecte, auprès de tout public, sans limite de nombre, à titre onéreux ou gratuit.

Est également cédé le droit d'exploitation des œuvres par l'établissement public du Musée Picasso Paris en vue de la constitution et de l'exploitation d'un patrimoine d'archives par cet établissement ou tout ayant droit de l'établissement.

11.3 Territoire et durée de la cession

La présente cession prend effet à compter de la signature de l'acte d'engagement du présent accord-cadre et pour les prestations commandées dans le cadre d'un bon de commande, à compter de la notification du bon de commande.

La cession est consentie pour le monde entier et pour toute la durée de la protection actuellement accordée ou qui sera accordée aux droits de propriété intellectuelle, y compris les prolongations, dans l'avenir par les lois et règlements français ainsi que par les conventions internationales.

11.4 Garanties

Le titulaire garantit à l'établissement public du Musée Picasso Paris, ses partenaires et ses délégataires être seul titulaire des droits de propriété intellectuelle cédés au titre du présent accord-cadre et garantit en conséquence à l'établissement public du Musée Picasso Paris et à ses partenaires et délégataires le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, inventeurs, graphistes, photographes, réalisateurs et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle précités. En tout état de cause, le titulaire prémunit l'établissement public du Musée Picasso Paris, ses partenaires et ses délégataires contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et lui en garantit l'exercice paisible.

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit de propriété intellectuelle est intentée à l'encontre de l'établissement public du Musée Picasso Paris, de ses partenaires ou de ses délégataires, le titulaire paiera les frais et les dépenses et versera les dommages-intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge de l'établissement public du Musée Picasso Paris ou de ses partenaires ou délégataires au cours d'une telle action.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que l'établissement public du Musée Picasso Paris, ses partenaires et ses délégataires ne soient pas troublés dans l'usage des prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre et des bons de commande.

Le titulaire garantit ne pas avoir concédé quelque droit que ce soit, à quiconque, à propos des créations et s'interdit, en outre, d'exploiter ou de faire exploiter, directement ou indirectement, par un ou plusieurs tiers, avec ou sans modification de quelque nature que ce soit, un ou plusieurs ou tous les éléments des créations.

Au cas où des contrefaçons étaient constatées, il s'engage à apporter à l'établissement public du Musée Picasso Paris son aide et son assistance dans le cadre notamment de toute action judiciaire et à relever et garantir les bénéficiaires de la cession en cas d'éviction et de condamnation.

Au titre du marché, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des créations.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'établissement public toute demande d'exploitation qui lui serait faite par un tiers.

Le titulaire ne pourra communiquer les résultats des créations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation préalable écrite de l'établissement public du Musée Picasso Paris.

11.5 Effets vis à vis des tiers

La présente cession engage les héritiers et tous les ayants droit du titulaire qui devront, dans la mesure du possible, se faire représenter vis à vis de l'établissement public par un mandataire commun.

L'établissement public est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui lui sont cédés, en particulier sous forme d'une délégation de service public.

Dans le cas de sous-traitants, le titulaire s'engage sur l'acceptation des clauses de cession de droits des sous-traitants conformément aux dispositions ci-dessus.

11.6 Créations réalisées par l'Etablissement public du Musée Picasso Paris et confiées au titulaire

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre et dans les bons de commande lorsque les créations ont été réalisées par l'établissement public du Musée Picasso Paris.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du présent accord-cadre, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du présent accord-cadre, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

11.7 Restitution des supports ayant servi à réaliser la prestation

Le titulaire doit restituer à l'établissement public du Musée Picasso Paris au moment de la remise des prestations objet de chaque bon de commande les supports ayant servi à réaliser les prestations. C'est notamment le cas des photographies, films, négatifs, typons, charte graphique, plaques, transferts, empreintes, formes, fichiers numériques, utilisés par le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants pour l'exécution du présent accord-cadre.

A défaut d'une restitution dans le délai de quatre jours ouvrés suivant la demande, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à l'article 8.3 du présent CCAP.

En cas de résiliation de l'accord-cadre ou d'un bon de commande, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DEFAILLANT

Le titulaire répond à des obligations de moyens, de résultats, de réactivité, de conseil et d'information, de confidentialité et de discrétion. Il est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur admissibilité et leur réception à l'établissement public du Musée national Picasso-Paris. En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (légitimation du travail, sécurité du travail, congés payés et déplacements), lequel déclare avoir fait son affaire de leur affiliation aux régimes fiscaux et sociaux conformément à la

réglementation en vigueur. Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire.

Pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Les dégâts de toute nature occasionnés lors de l'exécution des prestations seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après mise en demeure demeurée infructueuse au cours de l'accord-cadre, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou partie des prestations n'ayant pas donné satisfaction après constatations contradictoires.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-PI sont alors applicables.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous condition de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le titulaire de sa responsabilité vis à vis de l'exécution des prestations.

L'annexe n°2 de l'acte d'engagement définit les prestations dont la sous-traitance est envisagée avant la passation du l'accord-cadre.

S'il s'avère, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, que le titulaire ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraîné une défaillance dans l'exécution de la mission, le titulaire est tenu soit de sa propre initiative soit sur simple demande motivée de la personne publique, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires. Ceux-ci seront soumis à l'agrément de la personne publique en vue de l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance. Leur intervention ne peut avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

Si le titulaire n'a pas satisfait aux demandes d'adjonction de compétences, la personne publique peut décider, après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du

titulaire, de désigner lui-même un prestataire chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause.

Le titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépense qui en résultent sont à la charge du titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de la personne publique et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. La personne publique peut s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L 2193-1 à L 2193-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre sont effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-1 et R 3243-1 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D8222-5 du Code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription ;

Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remet avant la notification de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro,

un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six (6) mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du Code du travail, ou de documents équivalents.

Le titulaire s'engage également à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D. 8254-2 du Code du travail à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail, a recours au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En outre, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et L2141-11 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8254-2 du Code du travail, le présent accord-cadre peut être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

ARTICLE 15 - ASSURANCES

15.1 Assurance de responsabilités civiles et professionnelles

Dès le dépôt de son offre, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il dispose de toutes les assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres ou de ces préposés, à l'occasion de l'occupation des locaux ou de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ces préposés. Il est notamment titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Ces attestations mentionnent que les polices s'appliquent sans restriction pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire a l'obligation de fournir tous les six mois les attestations d'assurances précisant la nature, la durée, le montant garanti et les éventuelles franchises. Il doit prévenir le Musée Picasso de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un (1) mois avant prise en compte par l'assureur.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises au Musée Picasso qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur. Le titulaire transmet au musée Picasso une nouvelle attestation d'assurance conforme aux dispositions ci-dessus dès expiration de la précédente.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et renonce à tout recours contre l'établissement public.

Il certifie que ses assureurs Responsabilité Civile renoncent à tout recours contre l'État, le Musée Picasso et ses assureurs.

15.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (légitimation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant a occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

ARTICLE 16 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

16.1 Résiliation pour un motif d'intérêt général

L'accord-cadre en cours d'exécution peut être résilié pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre à l'amiable, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier une indemnité de résiliation avec le titulaire. Le cas échéant, cette résiliation et ce montant d'indemnité sont entérinés par voie d'avenant, signé par les deux parties.

Si la résiliation se fait de manière unilatérale, le pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté d'accorder une indemnité au titulaire. Le cas échéant, cette résiliation et cette indemnité sont actées par voie de décision du pouvoir adjudicateur.

16.2 Résiliation pour faute du titulaire

En complément des dispositions de l'article 39 du CCAG-PI, la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- trois (3) retards dans l'exécution des prestations ;
- trois (3) mauvaises exécutions d'une prestation ayant entraîné une réfaction significative de la prestation (équivalente à plus de 40% de sa valeur) ;
- non-exécution d'une prestation, dont les justifications ont été déclarées irrecevables.

Sauf disposition contraire de la décision de résiliation, la notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du bon de commande en cours d'exécution.

Dans le cas de résiliation pour faute de l'accord-cadre, aucune indemnité n'est due au titulaire.

16.3 Résiliation pour non-respect des dispositions de l'article 12 du CCAP

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le non-respect des dispositions de l'article 12 du présent CCAP entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis ni indemnité - et des poursuites judiciaires peuvent être déclenchées si nécessaire.

16.4 Résiliation pour non-remise des documents demandés

Le titulaire doit transmettre, selon sa situation, les pièces exigées aux articles D8222-5 et D8254-2 (titulaire établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (titulaire établi à l'étranger) du code du travail dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande. En cas de non remise des pièces susmentionnées par le titulaire, le musée Picasso peut résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

16.5 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire est informé qu'il encourt la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

- lorsque le musée Picasso est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles

L8221-3 à L8221-5, ces manquements donnent lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation ;

- le titulaire mis en demeure dispose d'un délai de huit jours calendaires pour répondre et doit apporter au musée Picasso la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum d'un mois ;
- à défaut de correction des irrégularités signalées, le musée Picasso en informe l'agent auteur du signalement et peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

En outre, par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles précédents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5, D8222-7 et D8254-2 du code du travail, le présent accord-cadre peut être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

16.6 Résiliation pour défaut de protection des données personnelles

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, tout défaut du titulaire dans la protection des données personnelles du Musée entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis ni indemnité - et des poursuites judiciaires peuvent être déclenchées si nécessaire.

ARTICLE 17 – MODIFICATIONS CONTRACTUELLES

17.1 Modifications des clauses contractuelles

L'accord-cadre peut être amené à être modifié, conformément aux dispositions des articles R2191-1 à R2191-9 du code de la commande publique.

Les éventuelles modifications des clauses du présent accord-cadre sont matérialisées par l'élaboration d'un avenant signé par les deux parties contractantes.

17.2 Modification du statut du titulaire

Dans l'hypothèse d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, ce dernier ainsi formé doit proposer au musée Picasso un avenant entérinant ce changement de statut. Le musée Picasso peut refuser cet avenant et résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnités et sans préavis.

Si le musée Picasso décide de ne pas résilier l'accord-cadre, le titulaire ainsi formé doit poursuivre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à son terme.

17.3 Transfert de l'accord-cadre

Le titulaire ne peut céder le présent accord-cadre sans l'autorisation expresse du musée Picasso.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnités.

17.4 Règles d'ajustement de l'accord-cadre

Un avenant à l'accord-cadre peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées (en plus ou en moins) à l'initiative du musée Picasso.

Si cette condition est remplie, le titulaire transmet au musée Picasso une proposition financière correspondant à l'ajout ou la modification du périmètre technique des prestations, qui sert de base à la négociation financière de l'avenant.

En cas de désaccord irréductible entre les deux parties, le musée Picasso se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

17.5 Dégradation des prestations

Si lors de la réalisation d'une commande, le musée Picasso constate que 40% des prestations sont défectueuses, défectueuses ou qu'elles ont souffert d'incidents dont le titulaire est responsable, le titulaire est mis en demeure, par le musée Picasso, de proposer sous un délai précisé dans la mise en demeure, un plan d'actions pour remédier aux défaillances relevées.

Un suivi spécifique est ajouté à l'ordre du jour des réunions de pilotage entre le titulaire et le musée Picasso, et au cours desquelles le titulaire doit présenter l'évolution de la situation et/ou les résultats des dispositions prises et ce jusqu'au rétablissement du niveau de prestation dû.

17.6 Défaillance du titulaire

En cas d'interruption des prestations incombant au titulaire, le musée Picasso est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer le service dû par le titulaire.

Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative et efficace du titulaire n'est intervenue dans un délai de vingt-quatre (24) heures qui suivent la réception par le titulaire de l'avis du courriel avec accusé de réception précisant les manquements.

Les frais résultants de cette substitution sont imputés sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 18 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

L'article 3.1 du présent accord-cadre déroge à l'article 50 du CCAG-TIC

L'article 3.3 du présent accord-cadre déroge à l'article 50 du CCAG-TIC

L'article 3.3.1 du présent accord-cadre déroge à l'article 5.1 du CCAG TIC

L'article 3.3.1.2 du présent accord-cadre déroge à l'article 5 du CCAG-TIC et 50 du CCAG-TIC

L'article 5.1 du présent accord-cadre déroge à l'article 3.7 du CCAG-PI

L'article 8 du présent accord-cadre déroge à l'article 14 du CCAG-PI
L'article 14 du présent accord-cadre déroge à l'article 41 du CCAG-FCS
L'article 16.1 du présent accord-cadre déroge à l'article 40 du CCAG-PI
L'article 16.3 du présent accord-cadre déroge à l'article 39 du CCAG-PI
L'article 16.5 du présent accord-cadre déroge à l'article 39 du CCAG-PI
L'article 16.6 du présent accord-cadre déroge à l'article 39 du CCAG-PI